

Des ONG appellent le Burundi à libérer cinq défenseurs des droits humains

@rib News, 14/03/2023 - Source AFP Des ONG de défense des droits humains ont exhorté mardi les autorités du Burundi à libérer "immédiatement" cinq défenseurs des droits humains arrêtés pour rébellion et atteinte à la sûreté de l'État, et à cesser d'"intimider" la société civile. Les militants ont été arrêtés par les services de renseignement féroce, alors que quatre d'entre eux s'apprêtaient à prendre un avion pour l'Ouganda depuis la capitale économique Bujumbura, puis inculpés pour ces motifs.

"Les autorités burundaises doivent immédiatement et sans condition remettre en liberté les cinq défenseurs des droits humains arrêtés arbitrairement" et "abandonner les charges sans fondement qui pèsent sur eux", écrivent dans un communiqué Amnesty International, l'Initiative pour les droits humains au Burundi et Human Rights Watch (HRW), en dénonçant ces procédures qui visent à "intimider d'autres activistes". Ces arrestations et inculpations "témoignent d'une détérioration" de la situation de "la société civile indépendante au Burundi", a souligné Clémentine de Montjoye, chercheuse au sein de la division Afrique de HRW. Parmi les quatre militants arrêtés à l'aéroport figure Sonia Ndikumasabo, présidente de l'Association des femmes juristes du Burundi et ancienne vice-présidente de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme. Le cinquième détenu, Prosper Runyange, membre de l'Association pour la paix et la promotion des droits de l'Homme (APDH), a de son côté été interpellé à Ngozi (nord). Les accusations "ne semblent s'appuyer que sur leur lien avec une organisation internationale étrangère et le financement qu'ils ont reçu de sa part", notent les ONG, sans donner plus de détails. En février, le ministre en charge de la Sécurité, Martin Niterese, avait affirmé "qu'il y a une grande probabilité qu'il y ait risque de financement du terrorisme à travers ces fonds". Depuis son accession au pouvoir en 2020, le président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, oscille entre signes d'ouverture du régime, qui reste sous l'emprise de puissants "généralistes", et ferme contrainte du pouvoir marqué par des atteintes aux droits de l'Homme dénoncés par des ONG. Il a succédé à Pierre Nkurunziza, déchu en 2020, qui dirigeait le pays d'une main de fer depuis 2005. Le Burundi, enclavé dans la région des Grands Lacs, est le pays le plus pauvre au monde en terme de PIB par habitant selon la Banque mondiale, qui estime que 75% de ses 12 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté.